

Le 4 mars 2021

Depuis l'été 2020, une majorité des scientifiques du monde, ainsi que l'OMS, ont défini **la vaccination comme LA solution ultime pour freiner la propagation de la Covid-19 et de ses variants**. La coopération internationale, tant sur le plan économique que scientifique, a permis l'émergence de nouveaux vaccins, en un temps record pour lutter contre cette pandémie. En soi, c'est une prouesse technologique que nous pouvons tous saluer. Ces efforts ont permis à l'Industrie pharmaceutique de proposer des vaccins (plus de 100), dont certains ont été validés par les autorités de santé européennes et françaises.

Une campagne de vaccination forte a été lancée en France comme dans d'autres pays européens, avec des coopérations entre le secteur public et ambulatoire, une agilité exemplaire et une réactivité sans précédent. Les médias ont relayé cette campagne et nos concitoyens y ont adhéré de façon forte et massive.

Il n'en reste pas moins, que devant cette forte mobilisation de tous les acteurs et des patients, **nous nous trouvons devant un paradoxe : l'offre ne suit pas la demande, avec des files d'attentes du fait d'un manque de vaccins, un parcours de vaccination pire qu'un parcours du combattant**. Or les commandes et les négociations, en particulier via la Commission Européenne parlaient d'une mise à la disposition de plusieurs centaines de millions de doses.

Il est ainsi étonnant, pour ne pas dire exaspérant, de constater que nos États sont capables d'imposer des restrictions de liberté à des millions de citoyens sur le principe de la « cohésion sociale et du combat collectif » contre cette pandémie. En revanche, ces mêmes État sont dans l'incapacité totale d'exiger des industriels qu'ils tiennent leurs engagements, **prenant en otages les professionnels de santé et les patients, exaspérés à juste titre**.

La pandémie est mondiale et la vaccination est présentée comme LA solution contre celle-ci. **Il nous paraît alors normal, en tant que médecins**, en tant que soignants et en tant que citoyens, **que nos États, l'Europe et d'autres pays exigent de ces industriels qu'ils tiennent leurs engagements, faisant de la vaccination « un bien de l'humanité »**. En permettant ainsi une production et une vaccination de masse, aussi bien dans les pays occidentaux que dans des pays en voie de développement.

A une époque où la mondialisation est une réalité, il est bien dommage qu'elle ne se limite qu'à des intérêts économiques. **La mondialisation est aussi la santé, le partage des savoirs et l'égalité d'accès aux soins entre tous les humains**. Car plus que jamais et face à cette pandémie « **la Terre n'est qu'un seul Pays et tous les Hommes en sont les Citoyens** ».

Dr Nikan MOHTADI, Président de l'URPS Médecins Libéraux de Bretagne